

Quand la N-VA votait contre les visas humanitaires

■ La N-VA a rejeté un texte permettant de demander un visa à un poste diplomatique à l'étranger.

Sous-polémique dans la polémique des visas humanitaires: le sauvetage des chrétiens d'Orient. Depuis quelques jours, la N-VA insiste sur la nécessité d'arracher les chrétiens des mains des terroristes du groupe État islamique et fustige ceux qui critiquent cette forme de sélection humanitaire. Lors de l'émission *De Zevende Dag*, Theo Francken, ex-secrétaire d'État à l'Asile (N-VA) défendait cette politique salvatrice pour les minorités chrétiennes en danger dans les pays du Proche et du Moyen Orient. Ce lundi, Bart De Wever abondait dans le même sens: *"Est-ce que c'est le scandale du siècle que des visas aient été extorqués (en référence aux accusations qui pèsent sur Melikan Kucam, conseiller communal N-VA suspecté d'avoir procuré des visas humanitaires à des personnes pour venir en Belgique contre d'importantes sommes d'argent, Ndlr)? Je pense que c'est secondaire par rapport à une affaire bien plus importante: le sauvetage de chrétiens des griffes de l'EI"*.

La N-VA n'a cependant pas toujours défendu les visas humanitaires avec une telle ferveur. Fin 2016, le secrétaire d'État (soutenu par le gouvernement Michel I) s'était battu bec et ongles pour ne pas octroyer un visa à une famille syrienne originaire d'Alep et de confession musulmane. En mars 2017, Theo Francken s'était réjoui d'un arrêt de la Cour de justice européenne selon lequel les États membres européens ne sont pas tenus de délivrer des visas aux personnes en danger.

Une famille syrienne, également originaire

d'Alep mais de confession chrétienne orthodoxe, demandait alors à la Belgique de lui délivrer un visa humanitaire à l'ambassade de Beyrouth (Liban). Celui-ci lui a finalement été refusé. Theo Francken avait alors salué la décision de la justice, estimant que la délivrance de ce visa créerait un *"précédent dangereux"* qui ferait perdre à la Belgique *"le contrôle de ses frontières"*.

Une position réitérée

Une position qui n'a pas changé ensuite. En décembre 2018, la N-VA a rejeté un texte, au Parlement européen, qui permettrait aux États membres de l'Union de délivrer des visas humanitaires depuis les ambassades et consulats à l'étranger. Le Vlaams Belang a également voté contre, le CD&V s'est abstenu tandis que le PS, le SP.A, le MR, l'Open VLD, le CDH, Écolo et Groen ont voté pour. Finalement adopté, il demande à la Commission d'autoriser les personnes à solliciter un visa humanitaire depuis un pays étranger, ce qui, selon les eurodéputés, contribuerait à faire diminuer le nombre de décès sur les routes migratoires (et surtout en Méditerranée) et faciliterait la lutte contre les trafiquants d'êtres humains.

Voilà qui jette un doute supplémentaire sur la politique de visas humanitaires telle qu'envisagée par la N-VA. La question floue des critères de délivrance de visas sera prochainement discutée en commission Intérieur. Certains souhaitent en effet que les conditions d'octroi soient clarifiées car aujourd'hui, on ignore si les convictions politiques, religieuses, les origines ethniques ou la situation de vulnérabilité sont prises en compte dans les décisions d'octroi. Et si oui, lesquels sont synonymes d'être acceptés.

Sarah Freres